

## Socialisme

Le nom du socialisme des années 1840 est un mot polysémique dont le contenu est fortement lié aux conditions de la production et de la réception des discours qui le portent. Dans le cas de Proudhon, il faut distinguer au moins trois époques quant à ses usages et ses significations : une première époque, entre 1840 et la révolution de 1848, où le sens est marqué, pour lui comme pour ses contemporains, par le flou, une imprécision prospective en quelque sorte, un second temps où il est lié à la lutte contre le parti de l'ordre constitué pour combattre tout ce qu'il représente, puis un troisième temps où ce sens perdure mais où le socialisme est renommé, renouvelé dans ses significations de manière spécifiquement proudhonienne.

Avant 1848, presque personne en France ne se réclame vraiment du socialisme. Pierre Leroux a employé le mot, sans doute le premier, pour stigmatiser les égarements des disciples de Saint-Simon et de Rousseau, de Robespierre et de Babeuf. Les disciples de Cabet se réclament de la communauté d'Icarie, les fouriéristes du Phalanstère, Louis Blanc veut l'Organisation du travail et Pierre Leroux la religion de l'Humanité... Pour presque tous, sauf peut-être pour l'école sociétaire, le socialisme désigne les propositions des autres.

Dans une note de *Qu'est-ce que la propriété ?*, Proudhon évoque ainsi les fouriéristes, « de tous les socialistes modernes », « les plus avancés et presque les seuls dignes de ce nom » : « S'ils avaient pu comprendre leur tâche, parler au peuple, éveiller les sympathies, se taire sur ce qu'ils n'entendent pas ; s'ils avaient élevé des prétentions moins orgueilleuses et montré plus de respect pour la raison publique, peut-être la réforme serait-elle, grâce à eux commencée » Mais ils ne raisonnent pas, ne démontrent rien, leur « illuminisme » « leur donne un air d'imposteurs et de dupes, beaucoup plus que de croyants et d'apôtres » (*Prem. Mém.*, 345). Leur socialisme est un faux système.

Dans *Avertissement aux propriétaires*, sous-titré *Lettre à M. Considérant*, il reconnaît à Fourier et ses disciples d'avoir les premiers compris que « l'organisme social doit être l'objet d'une science exacte et positive » (*Troisième Mém.*, 213), mais ils ont fondé leurs recherches sur des hypothèses absurdes : « D'où vient que Fourier n'a laissé derrière lui aucune perspective ? que pas un de ses disciples n'a su ajouter une idée aux idées du maître, une formule à ses formules ? d'où vient que, lui mort, personne n'a rien imaginé ni dans le mécanisme sociétaire, ni dans l'intelligence de l'histoire, ni dans les lois d'analogie, ni dans cette foule de choses que Fourier a eu le triste privilège de faire croire à de solides esprits, sans en donner d'autre raison que leur bizarrerie et leur singularité ? [...] Prenez garde : la véritable science, comme la puissance divine, est infinie ; c'est le propre de l'erreur de s'épuiser vite, de se connaître des bornes, et de périr bientôt faute d'aliments » (*Troisième Mém.*, 214-215).

Dans le *Système des contradictions économiques*, le sens du mot socialisme ne change pas d'emblée, il est simplement étendu aux systèmes de tous les autres réformateurs sociaux, en premier lieu aux propositions étatistes et communistes de Louis Blanc. Le positionnement de Proudhon devant ce que signifie le nom du socialisme évolue, pourtant, quand il avance dans l'écriture de cet ouvrage. Dès les toutes premières pages, il énonce le principe qui, en fait, est l'argument principal de l'ouvrage : « Deux puissances se disputent le gouvernement du monde et s'anathémisent avec la ferveur de deux cultes hostiles : l'économie politique, ou la tradition ; et le socialisme, ou l'utopie » (*Contr. éco.* I, 67). Il ne veut participer ni de l'une ni de l'autre. Il se pose en pourfendeur de l'économie politique comme du socialisme tenu pour utopique et tendant à la communauté. Il pousse très loin le déni de son propre socialisme : « Combien le socialisme, avec ses utopies de dévouement, de fraternité, de communauté, de travail attrayant est encore au-dessous de l'antagonisme propriétaire qu'il se flatte de détruire et que cependant il ne cesse de copier. Le socialisme, à bien le prendre, est la communauté du mal, l'imputation faite à la société des fautes individuelles, la solidarité entre tous des délits de chacun. La propriété, au contraire, par sa tendance, est la distribution commutative du bien et l'insolidarité du mal, en tant que le mal provient de l'individu. À ce point de vue, la propriété se distingue par une tendance à la justice, qu'on est loin de trouver dans la communauté » (*Contr. éco.* II, 297). Socialisme et communisme

sont confondus sous sa plume, celui de Cabet ou des journalistes de la *Fraternité de 1845*, celui de Louis Blanc, mais aussi celui des saint-simoniens ou des fouriéristes qui, selon Proudhon, défendent un communisme s'ignorant lui-même. La question du socialisme apparaît plus complexe vers la fin du livre cependant : « Comme critique, ayant dû procéder à la recherche des lois sociales par la négation de la propriété, j'appartiens à la protestation socialiste : sous ce rapport je n'ai rien à désavouer de mes premières assertions, et je suis, grâce à Dieu, fidèle à mes antécédents. Comme homme de réalisation et de progrès, je répudie de toutes mes forces le socialisme vide d'idées, impuissant, immoral, propre seulement à faire des dupes et des escrocs » (*Contr. éco.* II, 310). Proudhon n'est pas socialiste comme l'ont été et le sont encore les autres réformateurs sociaux. Il est d'un socialisme qui reste à inventer, fondé sur l'étude scientifique jamais terminée, sur l'élucidation sans fin des lois économiques et sociales, sur le développement infini des intelligences et leur libération de tout dogmatisme.

Dans la conclusion de l'ouvrage, il ouvre les perspectives de la science sociale, de la sortie de l'utopie, de ce nouveau socialisme : « Le socialisme, en pénétrant les masses, est devenu tout autre : le peuple s'inquiète peu de l'honneur des écoles ; il demande le travail, la science, le bien-être, l'égalité. Peu lui importe le système, pourvu que la chose s'y trouve. Or quand le peuple veut quelque chose, et qu'il ne s'agit pour lui que de savoir comment il pourra l'obtenir, la découverte ne se fait point attendre : préparez-vous à voir descendre la grande mascarade... » (*Contr. éco.* II, 411-412)

L'insurrection de juin 1848 et « l'horreur de la canonnade » contre le faubourg Saint-Antoine, les exécutions, puis les déportations le forcent pourtant, lui comme tous les autres, à reconsidérer encore le contenu du mot. Se défendre d'être socialiste, après juin, ne signifie plus se défendre des illusions de l'utopie, mais condamner les insurgés qui avaient inscrit sur leur drapeau les mots du désespoir « la liberté ou la mort », qui combattaient sur les barricades du côté de la république démocratique et sociale. Le 31 juillet, à la tribune de l'Assemblée, cette fois, Proudhon dit ce qu'il en est désormais pour lui, ce sont ses premiers mots, les seuls entendus peut-être, tant les députés sont stupéfiés, scandalisés par ce qu'il leur dit : « Citoyens représentants, vous êtes impatients, non pas de m'entendre, mais d'en finir. Le socialisme, depuis vingt ans, agite le peuple. Le socialisme a fait la révolution de Février : vos querelles parlementaires n'auraient pas ébranlé les masses. Le socialisme a figuré dans tous les actes de la révolution : au 17 mars, au 16 avril, au 15 mai. Le socialisme siègeait au Luxembourg, pendant que la politique se traitait à l'Hôtel-de-Ville. Les ateliers nationaux ont été la caricature du socialisme ; mais comme ils n'ont pas été de son fait, ils ne l'ont pas déshonoré. C'est le socialisme qui a servi de bannière à la dernière insurrection ; ceux qui l'ont préparée et ceux qui l'exploitent avaient besoin, pour entraîner l'ouvrier, de cette grande cause. C'est avec le socialisme que vous voulez en finir, en le forçant à s'expliquer à cette tribune » (*Prop. impôt*, 359). Aux rapporteurs qui l'attaquent sur sa proposition de loi théoriquement relative à l'impôt sur le revenu, en réalité visant à demander un moratoire sur les dettes, en la qualifiant d'« antisociale, sauvage, extravagante », d'« attentatoire à la propriété », il réplique : « On a voulu écraser en moi, d'un seul coup, le socialisme, c'est-à-dire la protestation du prolétariat, et faire, par cette exécution, un pas de plus dans la voie réactionnaire » (*ibid.*, 360). Proudhon identifie désormais sa cause à celle du socialisme, tous ceux qui l'ont entendu aussi. C'est l'idée qui s'impose dans l'opinion publique après ce discours : le socialisme est définitivement la révolution et Proudhon est un révolutionnaire. Dans la lutte qui oppose le parti de l'ordre et le parti démocrate socialiste, pour ses adversaires comme pour ses alliés, il est au premier rang. Il devient l'une des principales figures du socialisme en France pendant l'été 1848. Pour les hommes du parti de l'ordre il devient, de ce fait, l'incarnation du communisme.

À partir de là, la priorité à l'ordre du jour est de travailler à faire une large place au socialisme dans le parti de la république démocratique et sociale, appelé « démoc-soc » par ses adversaires. Selon lui, posent problèmes l'alliance des socialistes avec la Montagne, les républicains purement politiques, et surtout leur prétention à diriger ce parti en construction depuis l'été 1848.

*Le Représentant du Peuple*, le 21 août, est désigné comme « l'organe bien connu de la République démocratique et sociale ». C'est en fait le dernier numéro de ce journal. *Le Peuple*, annoncé au

début de mois de septembre comme « l'organe de la pensée ouvrière », porte en sous-titre, dès le deuxième numéro : « Journal de la République démocratique et sociale ». Proudhon, à partir de cette date, est présent à tous les banquets du parti, il en assure souvent la présidence avec Pierre Leroux et Cabet. J.-Amédée Langlois le décrit ainsi discourant dans l'une des toutes premières réunions rassemblant les démocrates socialistes : « Voilà le citoyen Proudhon qui vient conseiller le calme et la patience, qui vient dérouler clairement en quoi consiste la pratique révolutionnaire de 1848, en quoi elle se distingue de celle de 1793 ; qui prêche le respect des majorités et qui annonce que bientôt le socialisme aura la majorité partout » (*Le Peuple*, n°2, sans date). Dans le numéro 4, daté des 8-15 novembre 1848, est publié un manifeste électoral où les rédacteurs du journal s'expliquent sur leur choix de la candidature de Raspail pour l'élection présidentielle de décembre. Ils définissent en réalité ce que doit devenir le nouveau parti, sous le nom de parti de la République démocratique et sociale, en fait, d'abord le parti du socialisme : « Rappelons d'abord le dogme fondamental, le dogme pur du socialisme. Le socialisme a pour but l'affranchissement du prolétariat et l'extinction de la misère, c'est-à-dire l'égalité effective des conditions parmi les hommes. Sans égalité, il y aura toujours misère, toujours prolétariat. Le socialisme, égalitaire avant tout, est donc la formule démocratique par excellence. Si des politiques moins sincères éprouvent quelque répugnance à l'avouer, nous respectons leur réserve ; mais il faut qu'ils le sachent, à nos yeux ils ne sont point démocrates ». La candidature de Raspail est présentée comme une protestation contre le principe de la présidence de la République. C'est aussi une attaque contre la Montagne et Ledru-Rollin qui en est le chef. Le socialisme de Proudhon ne peut être qu'anti-jacobin : « Que nos jeunes recrues se le mettent dans l'esprit : le socialisme est le contraire du gouvernementalisme »

En janvier et février 1849, Proudhon et Victor Considérant s'opposent dans une âpre polémique. Dans la *Démocratie pacifique*, après avoir subi une attaque de Proudhon à propos d'un article sur juin 1848, Victor Considérant interpelle ce dernier sur son « envieuse manie d'accusation, de dénigrement et de destruction de tout ce qui n'est pas soi », sur ses prétentions hégémoniques au sein du socialisme français au début de l'année 1849 : « Vous vous êtes figuré, parce que vous avez fait l'objet des plus vives attaques des réactionnaires et des adversaires du socialisme, que ceux-ci vous considéraient comme l'élément le plus fort, le seul fort même du socialisme » (*La Démocratie Pacifique*, 11 février 1849). Proudhon réplique durement : « Ah ! monsieur Considérant, il est trop tard pour la retraite ! Votre dernière heure a sonné. Vous avez passé vingt ans sans rien fonder, sans rien faire ; vous avez consommé je ne sais combien de millions à payer les folies de Clairvaux, de Rambouillet et d'ailleurs ; les sottises de votre propagande, les tartines de votre insipide journal. Vous avez épuisé la complaisance de l'opinion, fatigué la curiosité, lassé jusqu'au dévouement. Votre incapacité éclate jusque dans votre dépit. [...] Vous êtes mort, vous dis-je, mort à la démocratie et au socialisme ; la révolution vous a tué le 24 février. Ce qui parle, qui écrit, qui jargonne, qui déblatère, sous le nom de Victor Considérant, n'est plus qu'une ombre, l'âme d'un trépassé qui revient parmi les vivants demander des prières » (*Le Peuple*, 12 février 1849). Considérant vient de publier, en décembre 1848, *Le Socialisme devant le vieux monde ou le vivant devant les morts* où Proudhon n'est pourtant pas pris en si mauvaise part, si ce n'est « qu'on le dirait décidé à être toujours seul de son avis ». Les fouriéristes, avec Proudhon, sont à peu près les seuls socialistes à ne revendiquer aucun lien avec 1793, la polémique se situe donc ici au cœur du socialisme le moins lié au républicanisme jacobin.

Quelques jours après la parution de son article « Pour en finir avec M. Considérant », il annonce la création de la Banque du Peuple comme une « démonstration du socialisme théorique et pratique » (*Le Peuple*, 19 février 1849). Le 28 mars il est condamné, pour un article paru dans le même journal contre le nouveau président de la République, à trois ans de prison et trois mille francs d'amende. En avril, quelques jours plus tard, il doit annoncer qu'il cesse l'expérience de la Banque du Peuple. Sa volonté de contribuer à la mise en place d'un parti du socialisme, par contre, n'est pas entamée. En avril, dans le cadre de la préparation aux élections législatives, un programme commun de la presse démocrate socialiste est signé. Sous le titre « Ordre-Unité-Progès », s'engagent *La Réforme*, *Le Peuple*, *La République*, *La Révolution démocratique et sociale*, *Le Populaire*, *Le Travail affranchi* et *La Démocratie pacifique*. Leur texte énumère six points : le maintien de la constitution

dans un sens démocratique, le droit au travail et à l'éducation, l'organisation démocratique des services publics, en particulier ceux de la Justice et de l'armée, la réforme de la fiscalité, le développement agricole et industriel du pays, le respect des nationalités partout en Europe. Le 13 mai, Proudhon est battu, mais d'assez peu. Il obtient plus de cent mille voix. Dix candidats de la liste « démoc-soc » sont élus à Paris, dont Victor Considérant et Pierre Leroux, des « rouges », comme les appellent encore leurs adversaires de plus en plus inquiets. Proudhon considère l'alliance comme une opération réussie.

Son attitude change après son emprisonnement le 6 juin, ou plutôt après la journée du 13 juin, celle du lamentable échec de la manifestation menée par Ledru Rollin contre l'intervention française en Italie. Lors des élections complémentaires, en juillet, il décline l'offre qui lui est faite de figurer sur une liste de candidats parmi lesquels certains sont de purs jacobins. Avec ses compagnons de captivité, il en crée une autre : cette fois il apparaît comme un diviseur. Il récuse désormais toute appartenance à un parti politique démocrate socialiste, il récuse même l'idée qu'un parti politique soit encore d'aucune utilité, fût-il socialiste : « Au lieu de pourchasser le pouvoir, priez-le seulement de ne plus se mêler de rien », écrit-il dans les *Confessions d'un révolutionnaire* (*Confessions*, 253). « Que le peuple ouvre les yeux, il est libre », ajoute-t-il, en conclusion de cet ouvrage (*Confessions*, 339). Il avait considéré la démocratie représentative comme une étape en vue de l'affaiblissement des institutions étatiques, il avait œuvré à la mise en place d'un parti politique du socialisme pour y arriver. Après l'été 1849, il n'y croit plus : « Si la révolution a périclité entre nos mains, c'est que nous avons voulu la réaliser par le pouvoir » (*La Voix du Peuple*, 25 septembre 1849, numéro spécimen). C'est vers cette époque qu'il commence une nouvelle polémique contre Louis Blanc et Pierre Leroux, où la question de l'État n'est pas le seul enjeu, mais aussi la possibilité ou non de l'engagement politique en faveur du socialisme, la cohésion du parti socialiste. À cette date, il est le seul à entretenir encore la dissension : « C'est du choc de la discussion que jaillit la vérité, s'en explique-t-il, comme c'est de la concurrence entre les travailleurs que sort tout progrès dans le bien-être et dans la civilisation ! Se tenir muets, côte à côte, dans le même silence, ce n'est point de la discipline, c'est la mort » (*La Voix du Peuple*, 5 décembre 1849). Le 13 décembre, il écrit à Pierre Leroux, non sans amertume : « Grâce à vous, je me trouve aujourd'hui le Satan du Socialisme, comme j'étais, il y a un an celui de la Propriété. La plus grande affaire du Socialisme, en ce moment, dit une de vos bonnes amies, Mme Pauline Roland, c'est de démolir Proudhon. Combien y verra-t-on plus clair dans le Socialisme, n'est-il pas vrai, lorsque ce renégat de Proudhon sera démolé ; et que les commères de Pierre Leroux, à qui l'hypocondre démange, siégeront au milieu des hommes à l'Assemblée des Représentants du Peuple ! » (*La Voix du Peuple*, 13 décembre 1849). En mai 1850, depuis son exil à Londres, Louis Blanc lui adresse cette récrimination : « Il est arrivé que, sous ce nom d'emprunt de SOCIALISME, on a continué la guerre à outrance qu'on avait précédemment engagée contre toutes les doctrines SOCIALISTES, contre tous les hommes qui avaient cherché le salut du peuple dans le renversement du vieux monde : depuis Fourier et Considérant jusqu'à Cabet, depuis Pierre Leroux jusqu'à celui qui écrit ces lignes » (*Le Nouveau Monde*, 15 mai 1850, 489).

Depuis décembre 1849, Proudhon se réclame de l'anarchie. L'anarchie est « le plus haut degré de la liberté », « la véritable formule de la République », « le but auquel [nous] pousse la Révolution de février » : « La seule manière d'organiser le gouvernement démocratique, c'est de supprimer le gouvernement » (*La Voix du Peuple*, 3 décembre 1849, dans le supplément).

Anarchiste et en conflit avec les principales personnalités du socialisme, Proudhon n'accepte cependant pas que ses adversaires puissent lui contester sa qualité de socialiste. C'est ce qu'il écrit à Pierre Leroux le 7 décembre 1849 : « J'ai dit cent fois que le Socialisme, en tant qu'il se borne à la critique de l'économie politique actuelle, et qu'il propose à la critique ses hypothèses, est une protestation ; en tant qu'il formule des idées pratiques et positives, il est la même chose que la science sociale. Je proteste contre la société actuelle et je cherche la science, à ce double titre, je suis socialiste » (*La Voix du Peuple*, 7 décembre 1849).

Pourtant, à partir de là, dans ses écrits, le socialisme désigne parfois un phénomène historique lié, pour l'essentiel, à un passé révolu, celui des utopies qui l'ont porté. Il y a un retour occasionnel au

sens qu'il donnait au mot avant 1848. C'est le cas, par exemple, dans *l'Idée générale de la révolution au XIX<sup>ème</sup> siècle* publié en 1851. En 1853, dans la *Philosophie du Progrès*, il n'ajoute apparemment pas beaucoup à ce qu'il a déjà écrit depuis longtemps sur son socialisme quand il écrit : « J'affirme le Progrès et, comme incarnation du Progrès, la réalité de l'homme collectif, et comme conséquence de cette réalité, une science économique : voilà mon socialisme. Rien en deçà, rien au delà » (*Phil. Progr.*, 79) Cette profession de foi ne dit pourtant pas explicitement ce qu'elle porte de renouvellement pour la signification du socialisme sous la plume de Proudhon.

Ce qu'il écrit, dix ans plus tard, en 1863, dans *Du principe fédératif*, par exemple, permet de mieux percevoir ce qui est désormais désigné, en réalité, sous ce nom : « Qui dit socialisme dans le bon et le vrai sens du mot, dit naturellement liberté du commerce et de l'industrie, mutualité de l'assurance, réciprocité du crédit, péréquation de l'impôt, équilibre et sécurité des fortunes, participation de l'ouvrier aux chances de l'entreprise, inviolabilité de la famille dans la transmission héréditaire. [...] En résumé, qui dit liberté dit fédération ou ne dit rien ; qui dit république, dit fédération ou ne dit rien ; qui dit socialisme, dit fédération ou ne dit encore rien » (*Principe féd.*, 383).

Quand Proudhon publie ce texte, Victor Considérant, Louis Blanc, Pierre Leroux, Cabet ne représentent plus rien dans le socialisme français depuis quinze ans. Son socialisme à lui, par contre, est toujours d'actualité. Les idées révolutionnaires, la philosophie du progrès, la justice dans la révolution, le fédéralisme sont les noms nouveaux qu'il a donné au socialisme après l'échec et la mort, en 1849, des grandes utopies qui avaient marqué la décennie. Il n'entre pas dans le cadre de cet article de définir chacun de ces termes, mais il faut y reconnaître le travail de Proudhon pour continuer à faire vivre une pensée socialiste en France longtemps encore après les grandes défaites subies sous la Seconde République. Il a continué à travailler, sans fin, les problèmes de la science sociale. Il a ouvert, sans cesse, des perspectives nouvelles au socialisme. En définitive, son socialisme n'est jamais passé par l'impuissance à rien produire de nouveau, l'incapacité à susciter de nouvelles formes de discursivité, contrairement à ce qu'il avait constaté pour celui de Fourier, dès le début des années 1840.

Dans l'un de ses derniers écrits, *De la capacité politique des classes ouvrières*, rédigé pour l'essentiel en 1864, il donne le socialisme pour un fait historique majeur advenu au XIX<sup>ème</sup> siècle, « l'avènement » de la « classe ouvrière » à la vie politique. Le socialisme, dans cet ouvrage, désigne la capacité de la « plèbe travailleuse » à posséder une conscience d'elle-même, de sa situation particulière dans la société, de sa force. Il est l'idée qui permet à « la classe la plus nombreuse et la plus pauvre » de formuler les conditions d'une démocratie ouvrière qui ne se confond pas avec la démocratie bourgeoise. Il est l'instrument qui permet d'envisager l'émancipation des travailleurs, l'application d'une souveraineté toujours plus complète du peuple, de l'homme et du citoyen, l'émergence et le développement infini d'un nouvel ordre politique et social où la bourgeoisie n'aurait plus sa place.

François Fourn

**Renvois :** Communisme, Démocratie industrielle, Économie politique, Égalité, État, Fédéralisme, Mutuellisme, Utopie.